



DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mille vingt-cinq, le 15 décembre à dix-huit heures, le Conseil communautaire de Côte Landes Nature, dûment convoqué le 9 décembre 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la salle des fêtes de Taller, sous la présidence de M. Philippe MOUHEL.

Identifiant : DEL2025111

Présents : M. Philippe MOUHEL - Mme Michelle LAVIELLE - M. Denis VEJUX - M. Jean MORA - Mme Martine DUVIGNAC - M. Michel RAFFIN - M. Gérard NAPIAS - Mme Isabelle LESBATS - M. Jean WATIER - Mme Céline GUILLET - M. Gilles DUCOUT - Mme Valérie MORESMAU - M. Arnaud GOMEZ - Mme Monique LAGOUEYTE - M. Didier CLAVERY - Mme Claire LUCIANO - M. Jean-Jacques LEBLOND - Mme Karine DASQUET - M. Dominique JARREAU

Absents et excusés : Mme Laurence MERLIN - M. Jean-Louis BARRERE - Mme Coralie SEYS - Mme Delphine DUPRAT - Mme Muriel LAGORCE - M. Jean-Claude CAULE - M. Thierry GALLEA - Mme Véronique MORA - M. Marc VERNIER - Mme Nathalie CAMOUGRAND

Pouvoirs : Mme Delphine DUPRAT à M. Jean MORA - M. Jean-Claude CAULE à M. Didier CLAVERY - Mme Nathalie CAMOUGRAND à Mme Karine DASQUET

Secrétaire de séance : Mme Claire LUCIANO

Membres en exercice : 29 Présents : 19 Pouvoirs : 3

OBJET: Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation

VU le Code Générale des Collectivités Locales,

VU le Code Rural de la pêche Maritime,

VU le Code Forestier,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 132-1 et suivants, L.151-1 et suivants, L.153-1, L 153-31 et L.103-2 et suivants ;

VU les statuts de la Communauté de communes Côte Landes Nature,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 5 juin 2018 approuvant le SCOT Côte Landes Nature et la délibération du 25 septembre 2023 approuvant la modification simplifiée n°1 du SCOT.

VU la délibération du Conseil Communautaire du 4 mars 2024 prescrivant la révision du SCOT Côte Landes Nature engagé suite à l'évaluation du SCOT et à la nécessité de se mettre en compatibilité avec le SRADDET Nouvelle-Aquitaine,

VU la Conférence Intercommunale des Maires qui s'est tenue le 1^{er} décembre 2025 et qui a permis de débattre et d'acter les modalités de collaboration entre la Communauté de communes Côte Landes Nature et les communes membres ;

VU la délibération n° DEL2025110 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2025 arrêtant les modalités de collaboration entre la Communauté de communes Côte Landes Nature et les communes membres ;

Considérant le projet de territoire décliné dans le Schéma de Cohérence Territoriale Côte Landes Nature en cours d'élaboration et qui fixe les objectifs stratégiques à 20 ans en matière d'aménagement du territoire notamment dans son Projet d'Aménagement Stratégique (PAS);

Considérant que le PLUI doit être mise en compatibilité avec le SCOT et doit répondre aux exigences calendaires de la loi Climat et Résilience ;

Considérant la nécessité de mettre en place une concertation tout au long de la procédure pour mener à bien ce projet ;



Après délibérations, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide :

Article 1 : De prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) Côte Landes Nature qui couvrira l'intégralité du territoire communautaire.

Article 2 : De définir les objectifs poursuivis suivants :

- 1/ S'appuyer sur des armatures territoriale, commerciale et économique pour construire le projet,
- 2/ Accueillir de la population en priorisant le développement des résidences principales, en limitant la création de nouvelles résidences secondaires et en offrant un parcours résidentiel complet pour maintenir au mieux les populations locales,
- 3/ Garantir une offre de développement économique permettant le maintien des entreprises locales et l'accueil de nouvelles entreprises aux endroits les plus opportuns et en lien avec l'offre de logements,
- 4/ Structurer l'offre commerciale de manière à préserver l'attractivité des centres-bourgs et l'accessibilité à une offre complémentaire en zone commerciale périphérique,
- 5/ Garantir sur le long terme la pérennisation des exploitations forestières et agricoles,
- 6/ Offrir une gamme d'équipements et de services adaptée en type, en nombre et par leur localisation,
- 7/ Continuer les actions en cours en matière de mobilités, s'adressant tant aux populations locales qu'aux populations saisonnières/touristiques,
- 8/ Assurer un aménagement du territoire qui s'inscrit dans un objectif de sobriété foncière,
- 9/ Garantir la préservation du patrimoine et des paysages, facteurs d'attractivité territoriale et de qualité de vie,
- 10/ Poursuivre la préservation des trames vertes et bleues pour leurs fonctions écologiques, tout en permettant leur valorisation,
- 11/ Prendre en compte les risques et leurs possibles évolutions à long terme, ainsi que l'impact de l'aménagement du territoire sur la santé des populations,
- 12/ Préserver l'ensemble des ressources et les capacités d'accueil du territoire,
- 13/ Inscrire le territoire dans des objectifs de sobriété énergétique par un aménagement du territoire vertueux et le développement d'énergies renouvelables adaptées aux contraintes locales,
- 14/ Préserver les espaces littoraux pour leurs fonctions écologiques et économiques.

Article 3 : De définir les modalités de concertation suivantes :

- **Informations du public :**
 - Un dossier papier alimenté selon l'état d'avancement du projet de plan sera mis à disposition du public au siège de la Communauté de communes - 272, avenue Jean-Noël Serret 40260 CASTETS – et consultable aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - Le dossier sera également mis en ligne sur le site internet de la Communauté de communes <https://www.cc-cln.fr/> et sur les sites internet des mairies des communes membres lorsqu'ils existent.



- **Observations du public :**
 - Un registre permettant la consignation des observations et suggestions du public tout au long de l'élaboration du projet de plan sera mis à disposition du public au siège de la Communauté de communes - 272, avenue Jean-Noël Serret 40260 CASTETS – et dans chaque mairie des communes membres.
 - Les observations et suggestions du public pourront également être adressées :
Par mail : concertation.plui@cc-cln.fr
Par courrier à l'adresse suivante :
Communauté de Communes Côte Landes Nature
Révision PLUI - Concertation
272 Avenue Jean-Noël SERRET
40260 CASTETS
- Des informations sur l'avancement de la procédure paraîtront également dans le magazine, sur le site internet et sur les réseaux sociaux communautaires.
- Réunions publiques.

Il est précisé qu'à l'issue de la concertation, un bilan en sera présenté et arrêté par délibération du Conseil communautaire.

Article 4 : D'associer à la révision du PLUI, les personnes publiques citées aux articles L.132-7, L.132-8 et L.132-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 : De consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre de l'articles L.132-12 du code de l'urbanisme.

Article 6 : D'autoriser le Président à solliciter les subventions susceptibles d'être accordées.

Article 7 : D'imputer les dépenses entraînées par les frais matériels et les études nécessaires à cette procédure au budget principal.

Article 8 : D'autoriser le Président à signer tout document permettant l'engagement de la révision du PLUI et de la concertation.

Article 9 : De notifier, conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération à :

- Monsieur le Préfet des Landes,
- Monsieur le Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes,
- Madame la Présidente de la Chambre d'Agriculture des Landes,
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes,
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers des Landes,
- Monsieur le Président de la Section Régionale de Conchyliculture,
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes Côte Landes Nature compétent en matière de Programme Local de l'Habitat,
- Monsieur le Président de l'Institution Adour,
- Monsieur le Président du Centre National de la Propriété Forestière,



- La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime

Article 10 : Conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de communes, dans les mairies des dix communes membres concernées durant un mois et sur le site internet de la Communauté de communes. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 11 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat dans le département. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le secrétaire de séance
Mme Claire LUCIANO

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Président
Philippe MOUHEL

